

Questions orales

Je peux assurer au député que l'enquête de 1995 est déjà prévue et qu'elle sera effectuée par le ministère des Pêches et des Océans.

* * *

LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général.

Les médias révèlent aujourd'hui que les noms des informateurs du SCRS sont communiqués couramment aux politiciens. Si c'est vrai, c'est scandaleux.

Le ministre peut-il dire à la Chambre si ces affirmations sont fondées? Si elles le sont, acceptera-t-il de faire immédiatement une enquête sur cette grave atteinte à la sécurité nationale et de faire à la Chambre un rapport expliquant exactement ce qu'il entend faire pour rectifier la situation?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je suis heureux que cette affaire ait été soulevée à la Chambre. Je puis assurer au député que le SCRS ne me révèle jamais les noms de ses informateurs dans le cadre de mes fonctions de solliciteur général.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Les médias disent très clairement que même les hauts fonctionnaires du gouvernement doutent que le ministre ait l'autorité voulue pour recevoir cette information.

Je demande donc au ministre: va-t-il donner à la Chambre l'assurance qu'il ne partagera pas avec ses collègues les renseignements très délicats qu'il détient sur les informateurs du SCRS et que l'information recueillie par ce dernier sera surveillée étroitement et que son utilisation sera assujettie au régime de la loi?

Peut-il s'engager à faire au Parlement un rapport sur cette affaire très grave, soit par l'intermédiaire du Sous-comité sur la sécurité nationale ou celui du Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, j'assure de nouveau à la Chambre et aux Canadiens ce que je viens de dire.

Je ne suis pas informé, dans le cadre de mes fonctions de solliciteur général du Canada, des sources d'information du SCRS. Il peut arriver que l'on m'informe des circonstances entourant une mission délicate du service, mais on ne me communique jamais les noms des informateurs.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, en l'absence du ministre responsable de la Société canadienne des postes, ma question s'adresse au premier ministre.

La Société canadienne des postes a fait part de son intention de rationaliser le système national de tri, ce qui va compromettre 295 emplois et les services dans 92 collectivités.

Selon certains rapports, ce n'est qu'un début. Le ministre admettra-t-il que ce n'est rien comparé à ce qui va se produire et que les futures mesures de réorganisation risquent de compromettre 500 emplois, sans compter les économies locales?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur, ministre d'État à la Jeunesse et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, comme l'a fait remarquer le député, le ministre responsable de la Société canadienne des postes a dû s'absenter pour s'acquitter d'une importante mission officielle.

Je prends note de la question à laquelle, je suis sûr, il répondra dans les meilleurs délais.

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, je pense que les emplois en général sont compromis.

Le 1^{er} juillet, la Société canadienne des postes commencera à percevoir des taxes et des droits de douane sur tous les colis en provenance de l'étranger. Elle sera chargée de certaines tâches qui étaient assumées jusqu'ici par Revenu Canada.

À combien vont se chiffrer les pertes d'emplois? Quelle quantité de travail va-t-on confier à des entrepreneurs privés? Combien la Société canadienne des postes va-t-elle recevoir de Revenu Canada pour ce programme?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État chargé de la Condition physique et du Sport amateur, ministre d'État à la Jeunesse et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Monsieur le Président, j'informerai également mon collègue de cette question.

* * *

LES FRAIS DE SERVICE BANCAIRES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Affaires commerciales.